

## Un désastre environnemental et des efforts minimums



Le modèle mis en œuvre jusqu'à présent, traversé par diverses crises, a saccagé l'écosystème, appauvri la population et gravement pollué l'environnement. L'approche sectorielle et désordonnée de la gestion environnementale et du contrôle de la pollution est faible et limitée. Des mesures structurelles et pratiques ainsi que des normes sont nécessaires dans les régions rurales et urbaines pauvres. Il est nécessaire de renforcer la capacité institutionnelle des acteurs clé, de soutenir les services environnementaux et d'affiner les mécanismes de coordination entre les organismes donateurs. Le Gouvernement doit servir les intérêts de la population et non pas ceux des sociétés transnationales, c'est seulement sous cette condition que le pays pourra surmonter les défis environnementaux qui l'attendent.

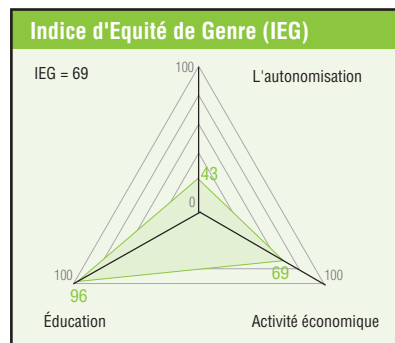
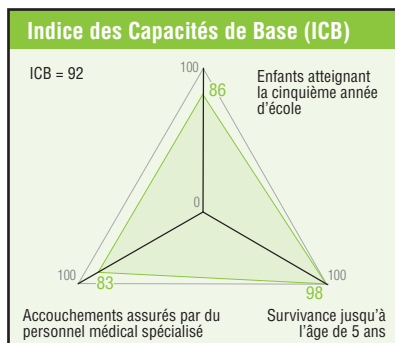
Conferencia Nacional por el Desarrollo Social (CONADES)  
Héctor Béjar

Les oligarchies dominantes à travers l'histoire péruvienne ont mis en place des modèles extractifs qui ont pillé et saccagé l'extraordinaire diversité écologique et les ressources naturelles du pays. La crise du guano en constitue un exemple. Elle a mis fin à la première période de prospérité économique en raison d'un processus d'exploitation qui a causé, pendant l'administration du président Manuel Pardo y Lavalle (entre 1872 et 1876), une crise majeure en raison de l'épuisement des ressources, entraînant la ruine économique et la paupérisation de la population. La détérioration de l'industrie du guano a conduit à l'augmentation d'extraction de sel dans la région sud. Ceci a précipité la guerre du Pacifique (1879-1883), dans laquelle le Pérou et la Bolivie ont fait cause commune contre le Chili, considéré comme un rival dans la production et l'exportation du salpêtre. Les Alliés ont perdu la bataille et le Pérou a dû céder à son voisin du sud les provinces d'Arica, de Tarapaca et d'Antofagasta. A cours du XXe siècle, les mêmes schémas d'exploitation ont été employés pour la production du cuivre, du caoutchouc, du plomb et du zinc<sup>1</sup>.

La surexploitation de ces ressources déclenche invariablement un boom et un bien-être économique à court terme suivie irrévocablement d'un effondrement, mettant en évidence le manque de durabilité totale de ces pratiques extractives. La situation s'est aggravée car ce qui incite et maintient les modèles utilisés par le Gouvernement n'est pas la préoccupation pour le bien-être de la population péruvienne, mais la spéculation des puissances mondiales sur les prix internationaux, soudoyant les politiciens et faisant taire toutes les protestations.

### L'extractivisme de nos jours

Aujourd'hui, comme au XVIe siècle, les *conquistadores* avides d'or, de cuivre, de bois et de feuilles de coca sont confrontés aux Indiens. Mais les vainqueurs ne sont pas venus avec des chevaux, des chiens et des arquebuses, mais avec de l'argent, des foreuses et des pelles mécaniques pour trancher les



montagnes et dévorer les lacs. L'allié des entreprises, Alan Garcia, l'actuel président du Pérou, a ordonné à l'armée et la police de « tirer d'abord et de réfléchir ensuite », si quelq'un protestait<sup>2</sup>.

Plus de 274 millions de tonnes de poissons ont été pêchées entre 1950-2001<sup>3</sup>, provoquant la quasi disparition de l'"anchoveta", un poisson de la famille de l'*Engraulidae* (qui comprend également différents anchoix). À son apogée (dans les années 1970), le pays était devenu la première puissance de pêche au monde, multipliant les usines de farine et d'huile d'anchoveta qui ont gravement détérioré l'environnement par leurs déchets. La pêche intensive a fini par épuiser les stocks jusqu'aux limites de l'extinction; durant les décennies suivantes, l'arrêt de la pêche industrielle a permis à de nouveaux bancs de poisson de se reformer dans l'océan. Actuellement, la production de farine d'anchoveta est en augmentation, ce qui provoque un nouveau recul du nombre de ces poissons, mais également, une pollution des usines qui est en train d'atteindre des niveaux alarmants surtout dans les provinces de Paracas, Paita, Chimbote et Parachique<sup>4</sup>.

À l'heure actuelle, pratiquement toute l'industrie de la pêche s'est lancée dans la production de farine et d'huile. Cependant, puisque ce poisson est riche en vitamines A et D, en plus de l'iode et de l'oméga 3, il pourrait aider à résoudre les problèmes alimentaires de la population, y compris la malnutrition infantile. La pêche ne représente que 8 % des besoins alimentaires du pays, mais cela est indéfectiblement lié à l'utilisation de cette ressource à d'autres fins, indiquant une fois de plus que le modèle de développement qui est mis en œuvre ignore les besoins de la population et de l'environnement, se révélant ainsi non durable à long terme<sup>5</sup>.

Dans le même temps, de grandes rivières de la jungle sont draguées afin d'y trouver de l'or, des montagnes d'ordures reposent sur les Andes et de dangereux dépôts de plomb polluent le principal port du pays. Les réserves marines disparaissent à cause de l'installation de ports destinés à l'industrie minière et du gaz. Les rivières sont empoisonnées par les eaux usées urbaines sans parler de l'arsenic et du mercure utilisés pour précipiter l'or, du kérosène, ainsi que l'acide sulfurique qui précipite la pâte de coca pour fabriquer de la cocaïne.

### Les défis environnementaux

L'Amazonie, avec ses 68 millions d'hectares de forêts naturelles couvrant 35 pour cent du territoire péruvien, est la huitième étendue forestière du monde et la deuxième d'Amérique latine. En outre, 300 000 hectares de forêts naturelles subsistent toujours dans les hauts plateaux andins. Cependant, après

1 Instituto del Tercer Mundo (ITeM), "Pérou", dans *Guía del Mundo 2010* (Montevideo: Editions G3, 2009), p. 443.

2 Ardito Vega, Wilfredo, *Perú: la criminalización de la protesta en el gobierno de Alan García*, (Servicios en Comunicación Intercultural Servindi, 2008), <servindi.org/actualidad/4549>.

3 Banque mondiale, *Análisis ambiental del Perú: retos para un desarrollo sostenible*, (Lima: Unité pour le développement durable - Région d'Amérique latine et les Caraïbes, Mai 2007).

4 Quesquén, Mercy, *El caso de la anchoveta en Perú*, <www.monografias.com/trabajos45/mercado-anchoveta-peru/mercado-anchoveta-peru.shtml>.

5 Ibid.

des décennies de consommation de charbon de bois pour les foyers et les restaurants, et d'agriculture sur brûlis par les paysans, la couverture forestière de la mangrove et de la forêt sèche et sub-humide est épuisée. Le taux de déforestation est de 150 000 hectares par an<sup>6</sup>.

Le pays est situé dans une des zones sismiques les plus actives de la planète et est affectée par les conditions océaniques et atmosphériques causées par El Niño. Ce courant chaud des régions équatoriales provoque une évaporation, des pluies prolongées et des inondations. L'ignorance du danger et le manque de planification dans l'aménagement territorial fait que les personnes s'installent dans les lits et sur les berges des rivières, au pied des montagnes enneigées ou sur leurs pentes. En conséquence, l'incidence des inondations, des tremblements de terre, de la grêle, de la neige et de la sécheresse est presque multipliée par deux par rapport au reste de l'Amérique latine, tandis que le taux de mortalité est le plus élevé du continent. Selon un rapport de la Banque mondiale, plus de deux millions de personnes ont été touchées par des catastrophes pendant la période 2000-2004<sup>7</sup>.

### La réponse du Gouvernement

Depuis 1940, plusieurs entités ont été créées et rénovées dans le but de traiter les problèmes de santé environnementale. Actuellement, la Direction générale de la santé environnementale (DIGESA) est le seul organisme gouvernemental ayant un mandat régulateur pour traiter les problèmes de santé environnementale. Un ministère de l'Environnement a été créé et des études d'impact environnemental sont devenues obligatoires pour l'approbation des activités économiques.

Durant les dernières années des lois exigeant des évaluations d'impact environnemental (EIE) ont été adoptées, tout en renforçant le cadre juridique du secteur forestier. Le Système national des zones naturelles protégées (SINAP comprend par exemple 61 espaces naturels et couvre 17,66 millions d'hectares, représentant 13,74 % de la superficie totale du pays. Le Fonds des zones naturelles protégées par l'État (PROFONANPE), créé en 1992, a collecté des fonds et les a utilisés pour mobiliser des ressources supplémentaires estimées à 90,6 millions d'USD,

qui sont canalisés chaque année pour les efforts de conservation (ministère de l'Environnement). Toutefois, l'absence de mécanismes systématiques pour identifier les priorités persiste.

Le cadre institutionnel péruvien attribue les responsabilités réglementaires du contrôle de la pollution et de la gestion environnementale à des unités créées dans le secteur Énergie et Mines qui élabore des normes basées sur l'utilisation des Évaluations d'impact environnemental (EIE), la Gestion environnementale et les Plans de conformité et de gestion de l'environnement (PAMAS), les Limites maximales admissibles (MPLS) et les normes environnementales spéciales dans les sous-secteurs de l'électricité et des hydrocarbures. Des unités environnementales au sein des ministères de la Production, du Transport et des Communications, du Logement, de la Construction et de l'Assainissement ont également été établies.

Mais cela ne représente pas grand chose par rapport à l'enjeu de la détérioration continue et de la destruction du pays causée par d'énormes puissances mondiales. Malgré ces efforts, l'approche sectorielle et désordonnée du Pérou vis-à-vis de la gestion environnementale et du contrôle de la pollution, reste faible et sa capacité institutionnelle est limitée. Il y a un manque de coordination globale et de clarté dans l'adoption des processus environnementaux.

### Ce qui est attendu

Depuis 1980, les glaciers du Pérou ont perdu un cinquième de leurs calottes glaciaires. Dans cinquante ans, il n'y aura plus assez d'eau pour boire ou pour irriguer les champs, le système hydroélectrique actuel qui approvisionne en énergie les villes et les industries ne sera plus soutenable<sup>8</sup>. En raison de l'augmentation des températures de la mer, le phytoplancton et les anchovettes, qui constituent le début et le maintien de la chaîne alimentaire, vont s'enfoncer dans les profondeurs à la recherche de fraîcheur ou vont migrer vers d'autres zones de la planète, ce qui pourra causer l'extinction de nombreuses espèces. L'altitude où se produisent les pluies va également se modifier, il ne pleuvra plus sur les sommets mais uniquement sur les versants, provoquant des inondations, des endiguements et des glissements de terrain incontrôlables. Les ni-

veaux élevés de l'eau vont recouvrir les criques des pêcheurs et les plages de plaisance et en raison des déséquilibres dans les températures et des taux de précipitation, une grande partie de la forêt amazonienne deviendra désertique<sup>9</sup>.

Pour minimiser l'impact de ces catastrophes attendues, il est nécessaire de fournir une réponse intégrée aux catastrophes naturelles en mettant l'accent sur la prévention, régulant les activités de l'exploitation minière formelle et informelle ainsi que de l'exploitation forestière et de la pêche. Ces activités sont entre les mains de grandes sociétés ou dans celles de centaines de milliers de mineurs « informels ». Pour réduire la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles, il est recommandable d'adopter immédiatement des mesures structurelles, des techniques de construction appropriées, des pratiques et des normes dans les zones urbaines pauvres et parmi les populations rurales.

Le Pérou peut produire de l'électricité d'origine hydraulique et éolienne, il peut passer des combustibles fossiles au gaz naturel ainsi que gérer les déchets, conserver les forêts et éviter la poursuite de la déforestation. Il sera nécessaire d'étudier les impacts potentiels du changement climatique en prenant comme référence les dommages et les conséquences des diverses variantes telles que El Niño et ses effets. Il est nécessaire de renforcer les capacités institutionnelles des acteurs clé en définissant clairement les rôles et les fonctions du ministère de l'Environnement, de soutenir les efforts nationaux pour valoriser la biodiversité et les services environnementaux en s'appuyant sur l'avantage comparatif du Pérou en matière de biodiversité et d'affiner les mécanismes de coordination entre les organismes donateurs.

Le Fonds national pour les aires protégées par l'État (PROFONANPE) doit être complété par le Fonds général de l'environnement subventionné par les impôts payés par les entreprises. L'INRENA devrait mener ses activités à travers des « Conseils des bassins » impliquant les organisations de base. Toutes ces réformes nécessitent une détermination et une volonté politique, le Gouvernement devrait se concentrer sur le présent et sur l'avenir du pays plutôt que de servir les corporations et de criminaliser les protestations des communautés indigènes. ■

6 El Comercio, «Le Pérou perd annuellement 150 mille hectares de forêts en raison de la déforestation », (juillet 2010), <elcomercio.pe/planeta/611350/noticia-peru-pierde-anualmente-150-mil-hectareas-bosques-causa-deforestacion>.

7 Banque mondiale, op.cit.

8 Vargas, Paola, *El cambio climático y sus efectos en el Perú*, (Lima: Banque centrale de réserve du Pérou, Série Documentos de Trabajo, juillet 2009).

9 Ibid.